À l'épreuve des murs. Sécurisation et pratiques politiques dans le centre-ville du Caire postrévolutionnaire (2014-2015)

Laura Monfleur

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3705>

DOI : 10.4000/ema.3705

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2017

Pagination : 39-56

ISBN : 2-905838-95-7

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Laura Monfleur, « À l'épreuve des murs. Sécurisation et pratiques politiques dans le centre-ville du Caire postrévolutionnaire (2014-2015) », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 16 | 2017, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3705> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3705>

LAURA MONFLEUR

À L'ÉPREUVE DES MURS

SÉCURISATION ET PRATIQUES POLITIQUES DANS LE CENTRE-VILLE DU CAIRE POSTRÉVOLUTIONNAIRE

RÉSUMÉ

La révolution égyptienne de 2011 s'est caractérisée par une lutte pour l'appropriation de l'espace public. Elle a été analysée comme une démocratie en actes où les révolutionnaires se sont réappropriés par leurs pratiques et leurs stratégies un espace trop longtemps sécurisé par le gouvernement de Moubarak. Cet article vise à étudier en contre-point les stratégies territoriales de l'État pour le contrôle des espaces publics depuis 2011 et en particulier depuis 2013 avec le renforcement de la répression envers les Frères musulmans et l'arrivée au pouvoir des militaires. Ces stratégies sont mises en évidence dans le cas du centre-ville, épicerie de la révolution mais aussi de la représentation et de l'exercice du pouvoir politique. Elles se caractérisent par des pratiques de cantonnement des manifestations et par l'instauration de barrières et de checkpoints dans le centre-ville du Caire, constituant un véritable dispositif territorialisé et planifié de contrôle des rassemblements publics et des revendications politiques. Cet article vise donc également à analyser les conséquences de ce contrôle sur les pratiques politiques des opposants au régime à l'échelle locale du centre-ville du Caire à travers la restitution d'observations et d'entretiens menés entre 2014 et 2015.

INTRODUCTION

Pendant la révolution égyptienne de 2011, les espaces urbains au Caire ont été les lieux physiques d'une réappropriation politique et citoyenne, en particulier la place Tahrir (Sassen 2011 ; Rabbat 2012 ; Nagati, Stryker 2013 ;

Pagès el-Karoui 2014). Les espaces publics du Caire sont devenus des forums où la prise de parole et les débats politiques étaient facilités. La réappropriation des espaces urbains a permis l'instauration d'une « nouvelle citoyenneté » (Stryker, Nagati, Mostafa 2013 : 6), aussi bien au niveau des institutions politiques qu'au niveau de la gestion des espaces urbains. En effet, les sociétés civiles sont devenues actrices de la production des espaces urbains par le biais de l'émergence de nouvelles formes de gouvernance et d'aménagement et par des revendications d'un droit à la ville (Stadnicki 2013 ; Stadnicki (dir.) 2014). La révolution a donc permis de lier les deux acceptions du terme d'espace public : une sphère abstraite de débats et d'échanges (Habermas 1989) et un espace physique de rassemblements où s'exerce la politique nationale et locale. Ces analyses prennent en compte à la fois la spatialité des manifestations - leurs lieux, leur agencement dans l'espace - et leur territorialité - les pratiques manifestantes traduisant des stratégies d'appropriation des espaces et une volonté délibérée d'agir sur l'espace¹. La révolution n'est pas uniquement un processus de changement institutionnel par le haut mais également un processus effectué « par le bas » (Pagès el-Karoui, Vignal 2011 : 11), c'est-à-dire localement, par des acteurs qui ne sont pas organisés nécessairement de manière verticale, et où l'appropriation des espaces publics physiques constituent un des enjeux majeurs aussi bien pour les révolutionnaires que pour le pouvoir politique étatique. À partir de données recueillies par des entretiens qualitatifs et des observations menés en 2014 et 2015, cet article propose d'analyser les pratiques des gouvernements égyptiens successifs depuis 2011 par ce prisme spatial et territorial. L'assemblage d'un appareil législatif imposé par le haut et d'infrastructures cloisonnantes localisées constitue un véritable dispositif sécuritaire territorialisé afin de contrôler les pratiques politiques, notamment les rassemblements politiques.

UN DISPOSITIF SÉCURITAIRE TERRITORIALISÉ DANS LE CENTRE-VILLE DU CAIRE

Stratégies territoriales étatiques de répression et de sécurisation depuis 2011

Depuis 2011, le contrôle des espaces publics par le pouvoir politique est marqué par des séries de transformations. Les changements de gouvernements (celui de Hosni Moubarak, puis celui de transition du Conseil Suprême des

1. Pour des textes théoriques sur la spatialité et la territorialité des mobilisations et actions collectives, voir notamment Tilly 2000, Auyero 2005, Hmed 2009.

Forces Armées², celui de Mohammed Morsi de 2012 à 2013, l'arrivée des militaires au pouvoir en 2013 puis enfin le gouvernement de Sissi élu en 2014) se sont accompagnés du retrait de la police égyptienne des rues en janvier 2011 puis rapidement de leur retour dans les rues et de la mise en place de cordons de policiers ou de soldats entourant et cantonnant les manifestations. L'armée s'est imposée comme vecteur de sécurité, se proclamant défenseur des intérêts révolutionnaires. Cependant, les manifestations menées en 2011 aussi bien par les libéraux que les membres des Frères musulmans ont été réprimées comme dans le cas des massacres de Maspero, le 9 octobre 2011 et des affrontements de la rue Mohamed Mahmoud. L'arrivée au pouvoir de l'armée en 2013 puis l'élection de Sissi en 2014 marque un tournant dans la répression, celle-ci se renforçant en particulier pour les Frères musulmans qui s'opposent à la destitution de Morsi, le 30 juin 2013. Le 14 août 2013, des sit-in des Frères musulmans sur la place Rabia al-Adawiyya à Nasr City, dans la périphérie est du Caire et sur la place al-Nahda dans le district de Giza, à l'ouest du Nil, ont été dispersés par les forces de police et l'armée. La place Tahrir a été fermée par des cordons militaires de tanks. Elle touche également d'autres acteurs tels que les Égyptiens qui continuent de manifester dans les rues, notamment lors des commémorations de la révolution : Shaima al-Sabbagh a ainsi été tuée dans le centre-ville du Caire le 24 janvier 2015 lors de la commémoration organisée par l'Alliance populaire socialiste, et les autres manifestants dispersés ou arrêtés.

Ainsi, la répression est territorialisée et se manifeste par des pratiques locales de cantonnement ou d'évacuation des manifestants pour éviter une extension ou une trop grande visibilité des mouvements protestataires. Ces pratiques témoignent d'une appropriation spatiale des espaces révolutionnaires par les forces de l'ordre, qu'il s'agisse des forces de police, des forces de la sécurité centrale³ ou de l'armée.

Les forces de l'ordre mènent également une répression en amont des manifestations par la fermeture des espaces de sociabilité politique comme les cafés qui sont des lieux de discussions politiques. Des cafés ont été fermés dans le centre-ville en décembre 2014, officiellement car s'y trouvaient des athées et des homosexuels, mais officieusement aussi car il s'agissait de lieux de rencontre pour les opposants politiques. Les sièges des organisations

2. Le Conseil Suprême des Forces Armées est une institution qui se réunit en cas de crise grave, et qui est notamment composé du chef d'état-major et des chefs de corps de l'armée et depuis 2014, présidé par le Ministre de la Défense. C'est l'organe politique qui a pris acte de la démission de Hosni Moubarak en 2011 et a assuré la transition politique entre 2011 et 2013.

3. Les forces de sécurité centrale (Quwat el-Amn el-Markazi) sont un des services de la police égyptienne. Elles dépendent du Ministère de l'Intérieur (el-Dakhiliyya) et sont chargées d'opérations spéciales telles que la protection des sites institutionnels politiques (ambassades, ministères), des opérations anti-émeutes et du contrôle des manifestations.

classées comme terroristes par l'État comme c'est le cas des Frères musulmans sont fermés selon la législation anti-terroriste du 17 février 2015.

Si le centre-ville est un espace qui incarne cette stratégie territoriale de répression en tant qu'épicentre de la révolution et lieu de représentation et d'exercice du pouvoir, ces stratégies territoriales s'effectuent aussi à une échelle nationale notamment à travers le système juridique. La loi sur les manifestations, entrée en vigueur le 24 novembre 2013, est le parfait exemple de la dimension territoriale du juridique. Elle participe d'une disciplinarisation des espaces en normant les pratiques de manifestation et de protestation. Cette loi impose aux organisateurs d'informer les autorités de la manifestation 24h à l'avance, en précisant le nombre de participants, les revendications, les slogans utilisés. Le ministre de l'Intérieur peut interdire la manifestation. Sans autorisation préalable, l'organisation d'une manifestation est passible d'une peine de prison et d'une amende. Des armes létales peuvent être utilisées par les forces de sécurité si la manifestation « viole l'ordre général ». Cette loi crée aussi des délimitations invisibles spatiales et temporelles à la pratique de la manifestation. Les manifestations sont interdites la nuit et près des lieux de culte. Le trajet doit être fourni à l'avance aux autorités et peut être modifié. Les manifestations sans autorisation ne sont possibles que dans une seule rue, la rue Hussein Hagazy devant le Cabinet.

L'expression d'une opposition est contrôlée par une stratégie territoriale. L'État crée un zonage pour les pratiques de protestations : ces dernières sont confinées dans certains endroits, interdites dans d'autres en particulier dans les espaces les plus médiatisés comme la place Tahrir. Le système juridique rend légales les pratiques sécuritaires observées localement dans les lieux des manifestations. Ces restrictions spatiales aux pratiques de rassemblement et à l'expression participent de la formation d'un « protest-zoning state » (Herbert 2009) : l'État égyptien par la loi et les pratiques locales de ses bras armés montre une volonté délibérée d'agir sur la spatialité des manifestations et les pratiques des manifestants.

Des infrastructures matérielles de sécurisation des espaces urbains

La territorialisation de la sécurité et du contrôle des manifestations s'est également effectuée par la construction de murs en béton dans le quartier du Ministère de l'Intérieur.

Ces derniers ont été construits par les forces de sécurité centrale avec l'aide du Conseil Suprême des Forces Armées dans le but de séparer les manifestants et la police et de protéger les bâtiments gouvernementaux en particulier le Ministère de l'Intérieur. Le premier a été érigé le 24 novembre 2011 dans la rue Mohammed Mahmoud. En février 2012, près de huit murs ont été construits. Ces murs matérialisent des fronts urbains où deux forces s'affrontent : les révolutionnaires et les autorités. Ils divisent la ville en deux types d'espace : des espaces contrôlés par les forces de l'ordre et des zones occupées par les révolutionnaires et où de violents affrontements se

© L. MONFLEUR

Figure 1. Mur à l'angle des rues Qasr al-Ayni et Sheikh Rihan. Juillet 2014

poursuivent. Ils ont contribué au cantonnement des manifestations et à leur redéploiement territorial : les affrontements se sont par exemple reportés dans les espaces périphériques du centre-ville comme le long de la corniche du Nil ou même dans les périphéries du Caire près du Ministère de la Défense à Nasr City (Stadnicki 2014).

Depuis 2014, ces infrastructures sécuritaires se sont diversifiées et complexifiées. Des portes métalliques ont remplacé certains murs. Les portes peintes aux couleurs du drapeau égyptien ont été construites en février 2014 dans les rues Qasr al-Ayni et Falaky. De lourdes portes coulissantes ont été ensuite construites dans la rue Noubar entre février et avril 2015.

Ces portes remplacent certains murs détruits par le gouvernement ou la population. Des barbelés bloquent les rues⁴. Les bâtiments sont fortifiés par des blocs de béton recourbés qui dépassent les 3 mètres et par des cordons de murets de béton de moins d'un mètre placés sur les voies devant le Ministère de l'Intérieur ou l'ambassade américaine. Certaines barrières sont renforcées par la présence de cordons de policiers ou de forces de la sécurité centrale et parfois de militaires ainsi que par des véhicules blindés ou des tanks.

La fermeture des rues par des murs crée des zones sécurisées où toute circulation, expression et rassemblement politique sont exclus. Les murs créent un dedans protégé et un dehors qui est source de risques. Les autres barrières plus récentes permettent une gestion flexible des circulations et un filtrage des individus autorisés à entrer dans ces espaces. Le contrôle est ici plus dynamique.

4. Pour une analyse de la capacité filtrante du barbelé, voir Razac 2009.

© L. MONFLEUR

Figure 2. La porte peinte aux couleurs du drapeau égyptien dans la rue Falaky. Janvier 2015

© L. MONFLEUR

Figure 3. La porte coulissante dans la rue Noubar, près du Ministère de l'Intérieur. Février 2015

Les infrastructures matérielles sont très diverses dans le centre-ville mais aussi complémentaires : la barrière ou le mur empêche les circulations, produit un contact entre deux zones dont le statut sécuritaire est différent et rend visible le contrôle tandis que le checkpoint sélectionne et contrôle les circulations.

La mise en sécurité des territoires dans le centre-ville du Caire se manifeste à des intensités différentes, selon l'importance stratégique et politique des espaces publics et selon le degré de risque révolutionnaire perçu dans ces espaces. Les rues Noubar et Sheikh Rihan, principales voies d'accès au Ministère de l'Intérieur, ainsi que le quartier de Garden City sont des espaces sanctuarisés. La perception d'un interdit de circulation dans ces espaces est très forte et Omar Nagati, un urbaniste interviewé, parle d'une « no-go zone »⁵. Il existe des espaces contrôlés tels que la rue Falaky, la rue Qasr al-Ayni et la place Tahrir. Les circulations sont possibles mais potentiellement limitées par les portes qui peuvent être fermées. Ce sont des espaces qui restent surveillés de manière plus diffuse et discrète. Depuis 2014, le centre-ville est différencié selon des niveaux de perméabilités variables. La territorialisation de la sécurité passe par la constitution « d'une multiplicité de points de contrôle » (Graham 2011 : 89) qui se situent aux endroits clés des circulations et des lieux de pouvoir. Le centre-ville s'archipellise en différents sous-espaces qui sont plus ou moins déconnectés entre eux.

Si les murs constituent un outil de fermeture statique des rues, les autres infrastructures de sécurité peuvent être activées différemment selon les temporalités, ce qui permet une réactivité et une adaptation de la sécurisation selon le risque perçu. Le durcissement du dispositif sécuritaire est visible notamment la nuit où les portes de la rue Noubar et de la rue Falaky sont fermées et où des checkpoints sont ajoutés. De plus, lors des jours de commémoration des révolutions de 2011 et 2013, la place Tahrir est complètement sécurisée : la porte de la rue Qasr al-Ayni, habituellement ouverte pour permettre les circulations ordinaires, est fermée et les autres accès sont empêchés par la présence de cordons militaires composés de tanks pour empêcher des manifestations commémoratives ou protestataires⁶.

5. Entretien avec Omar Nagati, urbaniste et chercheur travaillant dans le centre-ville du Caire, 2015.

6. Les données pour décrire les infrastructures matérielles de sécurité ont été collectées au cours d'observations effectuées à différents moments de la journée (jour/nuit), de la semaine (jours de la semaine/week-end), de l'année (jours fériés/commémorations) en 2014 et 2015. Ces observations se sont effectuées de manière mobile en raison de la forte présence des autorités dans ces lieux sécurisés. Des observations statiques sur plusieurs jours ont été effectuées dans la rue Noubar.

Légende

Un espace stratégique à défendre

■ Bâtiment politique

La fortification des bâtiments

- Blocs de béton recourbés
- ||||| Cordons de blocs de béton
- Véhicule des forces de l'ordre

La fermeture des rues

- Mur de ciment
- +++ Barbelés
- Porte en métal
- Porte coulissante
- Porte en construction
- Checkpoint

Carte réalisée par Laura Monfleur sur Adobe Illustrator, 2015
Source: OpenStreetMap et observations réalisées entre février et mars 2015

Carte 1. Le dispositif sécuritaire et militaire dans le centre-ville du Caire en mars 2015

Une volonté planificatrice du gouvernement

La sécurisation par des infrastructures matérielles n'est pas un phénomène nouveau dans le centre-ville du Caire. Avant même la révolution, la plupart des bâtiments institutionnels avaient déjà des enceintes renforcées par des murs et des barrières pour des raisons de sécurité (Adham 2009). Certains espaces de la place Tahrir ont été longtemps inaccessibles à la population égyptienne du fait de la présence de barrières (Gregory 2013). Dans le quartier de l'ambassade

israélienne où a été érigé un mur en août 2011, se trouvait un checkpoint et seuls les résidents pouvaient traverser le quartier. Les invités devaient être annoncés vingt-quatre heures avant. Des checkpoints autour du Ministère de l'Intérieur existaient déjà et certaines rues étaient fermées la nuit⁷. Les rassemblements publics ont fait l'objet de pratiques sécuritaires bien avant 2011 comme en témoigne le contrôle des manifestations du mouvement *Kefaya* en 2005 (Ben Nefissa 2007) ou encore des *mûlid* (Schielke 2009). Ces derniers sont des festivals en l'honneur d'un saint. Ils n'ont pas une dimension contestataire explicite envers le régime politique mais ils constituent selon Samuli Schielke un ordre urbain subversif par le biais de l'amusement et du renversement des hiérarchies sociales, générationnelles et sexuelles. Les lieux de ces festivals près des mausolées sont donc fortement contrôlés notamment par des infrastructures matérielles telles que des barrières.

Il existe donc une continuité entre la politique de sécurisation du gouvernement de Hosni Moubarak et la pratique de cloisonnement menée par les forces de sécurité centrale depuis 2011 puis par le gouvernement de Sissi depuis 2014. Cette continuité témoigne d'une peur commune des gouvernements envers les foules et les rassemblements publics qui disposent d'une force subversive et incrémentale pouvant remettre le régime en cause à long terme qu'ils soient explicitement contestataires envers le régime ou non (Bayat 2009).

Mais si elles ne sont pas nouvelles, ces pratiques sécuritaires de fermeture et de cloisonnement se sont étendues spatialement et se sont diversifiées dans leur forme. Dans le centre-ville du Caire, elles tendent à devenir la solution privilégiée des autorités face à une situation d'insécurité. D'autres murs ont été construits en 2012 dans le quartier de Garden City, à la suite de protestations devant l'ambassade américaine contre un film américain qui tournait en dérision la figure du Prophète et de l'Islam. Non lié à la révolution, la construction de ces murs témoigne d'une imitation des pratiques de sécurisation initiées lors de la révolution. Si la présence des murs de béton semble être une spécificité du centre-ville, des blocs de béton recourbés ainsi que des checkpoints ont pu être observés à différents endroits de la ville notamment à Nasr City près de la place Rabia al-Adawiyya.

Les premiers murs ont été ajoutés de manière itérative au gré de la situation sécuritaire, en réponse à une situation d'urgence. Les murs ont été pensés pour être temporaires, en témoigne leur agencement : au début, ils n'étaient constitués que de blocs de béton posés les uns sur les autres, les loquets en métal les maintenant n'ayant été ajoutés qu'à la suite des tentatives de certains révolutionnaires de les détruire.

Le remplacement de certains murs par des portes témoignent de la systématisation d'une « téichopolitique » (Ballif, Rosière 2009 : 194), une politique concertée de cloisonnement des espaces publics par des barrières. Ces infrastructures tendent à s'intégrer et à se banaliser dans le paysage urbain, les

7. Ces informations ont été mentionnées par plusieurs enquêtés ayant vécu avant et/ou pendant la révolution de 2011.

portes s'apparentant à un mobilier urbain. Les portes des rues Qasr al-Ayni et Falaky ne troublent pas les circulations lorsqu'elles sont ouvertes. Elles semblent avoir une fonction stratégique de contrôle des manifestations mais aussi une fonction gestionnaire pour les circulations ordinaires. Mais si ces portes se font plus discrètes puisqu'elles peuvent être ouvertes, elles n'en demeurent pas moins des infrastructures qui semblent plus pérennes : les matériaux comme le métal sont plus résistants à long terme, les portes coulissantes des rues Noubar et Sheikh Rihan ont un fonctionnement plus sophistiqué, ayant nécessité la creusée de tranchée dans le goudron de la rue pour y installer des rails. L'analyse des agencements spatiaux de ces infrastructures ainsi que de leur évolution dans le temps démontre à nouveau l'existence d'une stratégie territoriale de contrôle et d'une volonté planificatrice de la part du gouvernement.

Mais loin de constituer un urbanisme sécuritaire civil, il s'agit d'un « urbanisme militaire » (Graham 2011) qui reste rattaché à l'idée d'une situation d'urgence. En effet, les murs qui se pérennisent, malgré les annonces fréquentes de leur destruction de la part du gouvernement, conservent une apparence fortement militarisée. Ces murs et portes participent d'une « militarisation saisissante de la société civile – l'extension des idées militaires de localisation, d'identification et de ciblage dans les espaces et les circulations quotidiens de la vie de tous les jours » (Graham 2011 : XI). Cette militarisation est renforcée par la présence de l'armée et de tanks dans les rues. À nouveau, une loi ratifie et légalise cette présence militaire : depuis 2014, les ports, les routes, les réseaux électriques et les infrastructures gouvernementales sont placés sous la protection de l'armée et toute attaque contre ces « sites vitaux » sera jugée par un tribunal militaire.

Les lois et la répression, leur application territorialisée ainsi que l'instauration de barrières et de checkpoints contribuent à la constitution d'un véritable dispositif sécuritaire. Ces éléments hétérogènes forment un système et répondent à des objectifs sécuritaires et stratégiques (Foucault 1994 : 299). Le dispositif dans le centre-ville du Caire permet principalement la protection des institutions politiques. Il contre les circulations suspectes mais aussi les dissuade. L'aspect violent et agressif du dispositif contribue à annihiler toute velléité d'opposition. La sécurisation qui s'opère dans les quartiers du Caire est une gouvernance par anticipation, une gouvernance préventive afin d'empêcher toute attaque contre les lieux du pouvoir. Ainsi, les circulations suspectes sont assimilées aux mouvements de foule – manifestations, *sit-in*, occupation des espaces par la population – ou encore aux flux d'individus considérés comme des opposants au gouvernement.

LES CONSÉQUENCES DU DISPOSITIF SÉCURITAIRE SUR LES PRATIQUES POLITIQUES

La fin du lien entre révolution, démocratie et espaces publics ?

Les révolutionnaires ne constituent ni une catégorie homogène et ce, dès 2011 (il y a des jeunes libéraux, des Frères musulmans...) ni une catégorie permanente dans le temps. Les changements de régime ont conduit à des transformations parmi les forces révolutionnaires : certains révolutionnaires s'opposant à Moubarak en 2011 se sont ralliés à l'armée lors de la destitution de Morsi et ont participé à des manifestations en faveur du nouveau régime militaire le 30 juin 2013 ; d'autres ont au contraire poursuivi leur opposition aux différents régimes qui se sont succédé. Les changements dans les pratiques politiques peuvent donc être interprétés comme le résultat de ces transformations partielles sans venir du fait de la sécurisation mise en place dans le centre-ville. Les entretiens qualitatifs restitués ici ont été menés principalement avec des habitants du centre-ville se définissant comme étant libéraux, s'étant opposés au régime de Moubarak, et manifestant une opposition à l'actuel gouvernement de Sissi en 2015. Cet échantillon étroit permet de saisir les ruptures dans les pratiques politiques de ces enquêtés depuis le renforcement de la sécurisation du centre-ville malgré une continuité dans leur opposition aux régimes. De plus, il s'agit d'habitants du centre-ville qui expérimentent au quotidien les infrastructures matérielles de sécurité.

Les rassemblements publics ont constitué « l'un des principaux répertoires d'action des mobilisations collectives » au Caire et ce, bien avant la révolution (Ben Nefissa 2007 : 8). Cependant, la sécurisation actuelle entrave les libertés d'expression et de rassemblement. Les enquêtés qui participaient à des manifestations soulignent qu'ils ne veulent plus y participer au moment de la réalisation de l'enquête, comme c'est le cas d'Ahmed :

« Maintenant, ce n'est plus comme avant. J'ai des orientations critiques mais je ne les partage plus. Je pense que la vie politique est un peu opprimée parce qu'elle est pro-régime. La dernière fois que quelqu'un a affirmé une position ou une orientation dans les rues, c'était il y a deux semaines à Talaat Harb et quelqu'un a été tué [il fait référence ici à Shaima al-Sabbagh et à la manifestation du 24 janvier 2015]. Donc, ce n'est plus comme avant. »

Les Frères musulmans, principale force d'opposition politique, sont particulièrement les cibles du filtrage et du contrôle des circulations. En effet, si la fermeture des rues concerne invariablement tous les usagers des espaces publics du centre-ville, le contrôle au niveau des checkpoints est variable selon les appartenances politiques avérées ou supposées par les forces de l'ordre. Ainsi, Bassem, un des enquêtés qui n'est pourtant pas membre des Frères musulmans, évoque le fait qu'il est souvent contrôlé par les forces de

l'ordre qui se trouvent au niveau des checkpoints et qui l'identifient comme islamiste « à cause de [sa] barbe ».

Le sentiment de ne plus pouvoir s'exprimer dans les espaces publics ou semi-publics comme les *qahwa*⁸ est aussi très fort chez les opposants au régime de Sissi. En effet, dans un contexte de surveillance accrue, ces derniers ont souvent mentionné l'impression d'être observés, aussi bien par les membres des forces de police et de la sécurité centrale que par des passants en civil qui seraient alors des « indics » du gouvernement :

« Je parlais avec beaucoup de personnes dans la rue, parfois dans les *qahwa*. Cela arrivait dans peu d'*qahwa*, comme Nadwa⁹. C'est l'un des *qahwa* où tout le monde parlait à tout le monde. Maintenant, cela n'arrive pas beaucoup car la police est partout et quelques uns ont été arrêtés à cause de ça. »¹⁰

Les lieux de réalisation des entretiens laissés à l'appréciation des enquêtés sont représentatifs de ce phénomène. Les entretiens n'ont pas été faits dans les rues mais dans des espaces juridiquement privés tels que le domicile de l'enquêté ou semi-privés tels que des cafés fermés.

Les rues et les places dans le centre-ville semblent perdre leur valeur de forum mais également leur valeur symbolique révolutionnaire avec leur reprise en main par le pouvoir. Hatem, ayant participé à la révolution, n'aime plus aller sur la place Tahrir puisque celle-ci est devenue « pro-régime » selon ses dires.

Les infrastructures de cloisonnement de l'espace participent de l'impression de la perte d'un droit et d'une liberté. Zeinab ne se sent pas « libre ». Natiq considère que le quartier du Ministère de l'Intérieur où il réside, n'est pas une « aire de libertés ». Les habitants du centre-ville ressentent une dépossession des espaces publics au profit d'un « accaparement » et d'une « occupation » de ces espaces par le pouvoir selon Hicham. Certains enquêtés les comparent aux *green zones* de Bagdad ou au Mur de Berlin. Ils ont également utilisé des termes comme « blockhaus » pour les décrire. Ces métaphores sont représentatives de la perception de la dimension militarisée des infrastructures sécuritaires et de l'oppression vécue chez ces opposants au régime.

L'accent mis sur l'absence de libertés peut résulter d'une rhétorique d'opposition au régime. En effet, quelques entretiens avec des habitants du centre-ville qui ne se définissent pas explicitement contre le régime actuel ont permis de nuancer la contrainte imposée par ces infrastructures de cloisonnement. Abdel, pro-régime, adopte une autre rhétorique et parle ainsi d'une « sécurité additionnelle pour la population » face au terrorisme et à la

8. Il s'agit des cafés traditionnels qui sont souvent ouverts et dont les terrasses empiètent sur les trottoirs et les voies de circulation.

9. Nadwa est un café du centre-ville du Caire réputé selon les habitants du Caire pour être progressiste.

10. Entretien avec Bassem, 2015.

violence pendant et après la révolution, sécurité qui assure « la normalité » des pratiques et des mobilités quotidiennes¹¹.

*Les infrastructures de cloisonnement
comme supports de résistances politiques ?*

Les infrastructures de cloisonnement ont été l'objet de résistances politiques dans les premiers temps de leur existence. Les révolutionnaires ont tenté de détruire les murs à plusieurs reprises notamment en 2012 tandis que les autorités reconstruisaient les murs détruits ou en construisaient d'autres. Un « jeu de construction et de déconstruction » (CEDEJ 2013) de ces murs s'instaure et s'inscrit dans la lutte pour la conquête des espaces publics. La destruction de ces murs avait également une valeur symbolique puisqu'il s'agissait pour les révolutionnaires de montrer que « la rue appartient à tout le monde, mais aussi qu'[ils sont prêts] à faire tomber le régime une nouvelle fois » (*idem*). En 2012, les murs de la rue Mohamed Mahmoud et de la rue Qasr al-Ayni ont été démantelés par les révolutionnaires après plusieurs tentatives. Certains blocs ont été retirés du mur de la rue Sheikh Rihan.

Ne pouvant être complètement détruits du fait de leur renforcement par des loquets liant les blocs de béton, les murs sont devenus les supports « d'interventions douces » (Nagati, Stryker 2013 : 13). Ces actions, certes temporaires, réversibles et moins spectaculaires, défient tout aussi bien les autorités et la fermeture des rues. Le projet artistique et militant *No walls* est un projet qui a été lancé par Salma El Tarzi, un artiste, réalisateur et résident du centre-ville, et auquel plusieurs artistes de rue ont participé comme Ammar Abo Bakr, El Zeft, Nazeer ou encore Abdulrahman en 2012. Les sept murs de l'époque ont été peints avec des trompe-l'œil donnant l'illusion d'une continuité de la rue qui est pourtant fermée. Ce projet est réellement conçu comme une action politique comme le confirme Ammar Abo Bakr qui habite le centre-ville :

« C'était juste une manière de faire une propagande pour parler des murs et des problèmes avec les murs. [...] Après que l'on a fait l'événement [sur Facebook], on a utilisé l'événement pour faire une propagande dans nos réseaux sociaux et on a invité les gens à occuper l'aire et partager avec nous l'événement. Il y avait de la musique. D'abord pour dire que l'on possédait toujours cet endroit et que l'on pouvait toujours faire ce que l'on voulait. Cela fait partie d'une célébration en occupant l'endroit. Deuxièmement pour parler aux personnes de ces murs. »

11. Peu d'entretiens ont été menés avec des habitants du centre-ville pro-régime en raison d'une enquête limitée dans le temps. La constitution d'un échantillon plus représentatif des habitants du centre-ville au-delà de l'échantillon ici étudié sera l'objet d'une enquête ultérieure.

Le mur est ici considéré comme un medium intermédiaire afin de parler des problèmes politiques. De plus, les termes employés par Ammar Abo Bakr - « occupation », « lutte » - rappellent bien la visée politique de ce projet. La plupart des enquêtés interprètent d'ailleurs ces graffitis au prisme de la lutte contre les autorités, comme Ahmed :

« Ils [les graffitis] disent au gouvernement que notre imagination et nos rêves sont au-delà des murs. Ce n'est pas l'espace physique ou matériel qui mettra un terme à nos rêves. »

Ces graffitis, même s'ils invisibilisent à première vue les murs, renforcent leur charge symbolique, les ancrant dans un imaginaire révolutionnaire et dans une géographie contestataire (Abaza 2013) tout en permettant une appropriation physique et symbolique des espaces barricadés. Si les murs ont contribué aux contraintes imposées aux manifestations, ils ont aussi constitué la condition même du renouvellement du répertoire d'action collective des opposants au régime.

Les pratiques de résistance envers les murs semblent néanmoins s'essouffler à partir de 2014. Ammar Abo Bakr associe le projet *No Walls* à une période d'« utopie ». Il ne souhaite plus réaliser ce type de projet d'autant plus que peindre sur les murs est une pratique de plus en plus réprimée. La force de la répression ainsi que la désillusion liée à une impression de révolution manquée chez les enquêtés ne sont pas les seules explications à cet essoufflement des résistances contre les infrastructures de cloisonnement. La visibilité des premiers murs et leur lien avec la situation révolutionnaire leur conféraient une valeur symbolique, représentant à la fois l'oppression par le régime et les résistances face aux autorités. Au contraire, la normalisation et la pérennisation des infrastructures par le biais de la construction des portes plus apparentées à un mobilier urbain a pour conséquence une banalisation dans les pratiques et les perceptions des usagers. Les habitants « font avec ». Ainsi, même si les portes se rappellent d'elles-mêmes ponctuellement lorsqu'elles sont fermées notamment, au moment des commémorations du 25 janvier et du 30 juin, les personnes interrogées « s'habituent » à leur présence au quotidien¹².

12. Ce terme a été utilisé par de nombreux enquêtés qui ont constitué l'échantillon principal de cette enquête. Il a également été utilisé par des chercheurs en urbanisme avec lesquels des entretiens complémentaires ont été menés. Ainsi, Hajer Awatta, conduisant une recherche dans le centre-ville, pratiquant donc régulièrement les lieux centraux du Caire depuis plusieurs années, dit : « J'oublie qu'elles [les portes] sont là. Je ne fais pas attention. Les blocs de ciment, ils sont devenus tellement normaux, cela ne frappe pas l'esprit tout de suite [...]. Je pense que pour tout obstacle dans la vie urbaine, les gens s'adaptent. »

Vers une poursuite de l'appropriation politique des espaces publics ?

Cependant, cette adaptation envers le dispositif de sécurité a pour corollaire le maintien d'une appropriation des espaces publics par les habitants. Les vendeurs informels dont le nombre et la visibilité ont fortement augmenté après la révolution, sont très présents dans les rues en 2015 près du Ministère de l'Intérieur. Ces vendeurs se sont par ailleurs adaptés aux dispositifs de sécurité et parviennent à tirer bénéfice du cloisonnement. De grandes barrières bleues ont été installées autour de la station de métro Saad Zaghloul où se trouve la majorité des vendeurs de rue de la partie sud du centre-ville. Les vendeurs de rue utilisent ces barrières pour installer leurs étalages. Les infrastructures de sécurité, loin de constituer uniquement une contrainte, sont des supports aux pratiques de l'économie informelle. Les culs-de-sac créés par les murs sont occupés par des parkings informels, palliant le manque de parkings souvent soulignés par les résidents interrogés. Un garagiste étend son activité sur la voie de circulation dans la rue Noubar car la porte coulissante crée un espace protégé des circulations automobiles.

© L. MONFLEUR

Figure 4. « S'appuyer contre le mur », le détournement des infrastructures de sécurité par l'économie informelle. Février – Mars 2015

a. Garagiste dans la rue Noubar près de la porte coulissante nord, à droite sur la photo. b. Barrières bleues autour de la station de métro Saad Zaghloul. c. Vendeurs de rue s'appuyant sur des potelets qui empêchent de stationner près de la station de métro Saad Zaghloul. d. Parking au niveau du mur de la rue Mansour, les chaises sont pour les personnes qui régulent le stationnement

En quoi ces pratiques constituent une appropriation politique des espaces publics ? Moins extraordinaires et visibles, ces pratiques ont une dimension politique dans le sens où elles questionnent le vivre-ensemble et remettent en cause le contrôle et le sens des espaces urbains imposés par le pouvoir politique sans pour autant adresser des revendications explicites envers le gouvernement. Il s'agit d'actes pour « empiéter » sur l'occupation spatiale par le pouvoir, ne serait-ce que par un simple « art de la présence » (Bayat 2009). La présence d'une économie informelle dans les espaces publics témoigne de cet empiètement tranquille des espaces publics. Elle représente ces « ordres urbains alternatifs » (Nagati, Stryker 2013 : 65), issus de la réappropriation des espaces publics pendant et après la révolution. Elle remet en cause l'image de métropole moderne et aseptisée voulue par le gouvernement et que de nombreux investisseurs, promoteurs immobiliers et aménageurs promeuvent pour le développement du centre-ville.

Néanmoins, cette appropriation est précaire. Une politique d'évacuation des vendeurs de rue semble se systématiser. Ils ont été évacués de la place Talaat Harb en 2014 et de la gare Ramsès en 2015. Ces vendeurs de rue, régulièrement évacués, revenaient dans ces espaces dans un jeu constant avec les forces de l'ordre. Néanmoins, les forces de l'ordre étaient encore présentes sur la place Talaat Harb en 2015 et cette pérennisation de leur présence empêche un retour des vendeurs de rue. L'évacuation des vendeurs de rue est souvent justifiée par la volonté de rétablir les mobilités piétonnes et automobiles entravées par la présence des vendeurs. Mais elle constitue avant tout un effet d'annonce de la part du gouvernement qui réaffirme son contrôle sur ces espaces et impose un certain sens à l'espace public. D'un « espace de flux » (Nagati, Stryker 2013) où s'expriment des revendications de droits, l'espace urbain devient sécurisé et normé.

De plus, lorsqu'elles se poursuivent, ces pratiques informelles sont bien différentes des répertoires d'action collective évoqués précédemment. Si ces pratiques détournent les infrastructures matérielles de cloisonnement, elles ne remettent pas en cause l'ordre urbain instauré par l'ensemble du dispositif sécuritaire ; elles peuvent même y participer. En effet, des arrangements informels existent entre les vendeurs de rue et la police notamment des échanges d'argent¹³. La dimension politique de ces pratiques s'effectue moins selon une conflictualité ouverte et frontale avec le régime et plus selon un empiètement tranquille et une négociation de l'espace public avec les forces de l'ordre qui s'effectuent localement et au quotidien.

13. Entretien avec Ahmed Zaazaa, urbaniste travaillant dans le centre-ville, 2015.

CONCLUSION

L'analyse des agencements spatiaux mis en place par les gouvernements égyptiens successifs depuis 2011 témoigne d'une volonté délibérée d'agir sur la localisation des rassemblements publics, de limiter les pratiques politiques d'opposition au régime et de sécuriser les espaces où se situent les institutions politiques. Il y a donc bien une stratégie territoriale de contrôle autoritaire des espaces publics qui semble perdurer malgré les changements de gouvernements et les séries de transformation qui ont lieu à l'échelle locale dans les acteurs sécuritaires présents dans le centre-ville du Caire. S'il y a changement, c'est bien vers un verrouillage systématique de ce contrôle : le système juridique ratifiant et justifiant *a posteriori* des pratiques mises en place dès 2011 et parfois même présentes sous le régime de Moubarak ; les infrastructures de cloisonnement se pérennisant en apparaissant plus « urbaines ». Ce verrouillage est visible dans les pratiques politiques des habitants du centre-ville qui s'opposaient à Moubarak et s'opposent actuellement au régime de Sissi. Les pratiques les plus visibles et d'opposition frontale au gouvernement sont fortement contraintes dans le centre-ville. Cependant, les pratiques quotidiennes et ordinaires dont on a pu évoquer ici uniquement une partie à travers l'exemple des pratiques informelles ont en elles les germes d'une contestation politique qu'il ne faut pas négliger. Analyser les révolutions et les périodes suivantes par le prisme des pratiques locales et non uniquement par celui des institutions permet de déterminer des éléments de continuité et de rupture entre la période pré-révolutionnaire et la période post-révolutionnaire mais aussi au sein même de la révolution qui se caractérise par différents moments et par des bifurcations.

BIBLIOGRAPHIE

- Abaza M. 2013, « Walls, Segregating Downtown and the Mohammed Mahmud Street Graffiti », *Theory, Culture and society*, Vol. 1, n°30 : 122-139.
- Adham, K. 2009, « Making or shaking the State Urban Boundaries of State Control and Popular Appropriation in Sayyida Zaynab Model Park », in D. Singerman et P. Amar, *Cairo Contested: Governance, Urban Space, and Global Modernity*, Le Caire/New York : American University in Cairo Press : 41-62.
- Auyero, J. 2005, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 5, n°160 : 122-132.
- Ballif, F., Rosière, S. 2009, « Le défi des "teichopolitiques". Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *L'espace géographique*, Vol. 38, n° 3 : 193-206.
- Bayat, A. 2009, *Life as politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Standford : Standford University Press.
- Ben Nefissa, S. 2007, « "Ça suffit"? Le "haut" et le "bas" du politique en Égypte », *Politique africaine*, Vol. 4, n°108 : 5-24.
- CEDEJ 2013, « Murs », *Les carnets du CEDEJ* [en ligne], <http://egrev.hypotheses.org/755>.

- Foucault, M. 1994, « Le jeu de Michel Foucault », in *Dits et Ecrits 1976- 1979*, Paris : Gallimard : 298-329.
- Graham, S. 2011, *Cities under siege. The New Military Urbanism*, Londres/New York : Verso.
- Gregory, D. 2013, « Tahrir: Politics, Publics and Performance of Space », *Middle East Critique*, Vol. 22, n°3 : 235-246.
- Habermas, J. 1989, *The Structural Transformation of Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge Massachussetts: The MIT Press.
- Herbert, S. 2007, « The «Battle of Seattle» Revisited: On Seven Views of a Protest-Zoning State », *Political Geography*, n°26 : 601-619.
- Hmed, C. 2009, « Espace géographique et mouvements sociaux », in O. Fillieule, L. Mathieu, C. Péchu, *Dictionnaire des Mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po
- Nagati, O., Stryker, B. 2013, *Archiving the City in Flux: Cairo's Shifting Urban Landscape since the January 25th Revolution*, Le Caire : CLUSTER.
- Pagès el-Karoui, D. 2014, « 2011, l'odyssée de l'espace public égyptien », in M. Oualdi, D. Pagès el-Karoui, C. Verdeil, *Les Ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo : 269-291.
- Pagès el-Karoui, D., Vignal, L. 2011, « Les racines de la "révolution du 25 janvier" en Égypte : une réflexion géographique », *EchoGéo*, consulté le 16/02/2015, URL: <http://echogeo.revues.org/12627>.
- Rabbat, N. 2012, « The Arab Revolution Takes Back the Public Space », *Critical Inquiry*, Vol. 39 n°1 : 198-208.
- Razac, O. 2009, *Histoire politique du barbelé*, Paris : Flammarion.
- Sassen, S. 2011, « The Global Street: Making the Political », *Globalizations*, Vol. 8, n°5 : 573-579.
- Schielke, S. 2009, « Policing Mulids and their Meaning », in D. Singerman, P. Amar, *Cairo Contested, Governance, Urban Space and Global Modernity*, Le Caire/New York : American University in Cairo Press : 83-109.
- Stadnicki, R. 2013, « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégie depuis la révolution de 2011 », *EchoGéo*, n°25, consulté le 14/11/2014, URL: <http://echogeo.revues.org/13491>.
- . 2014, « Le Caire : territoires de révolte », *Carto*, n°21 : 32-33.
- . (dir.) 2014, « Ville et révolution en Égypte », *Égypte/Monde Arabe*, 3ème série, n° 11.
- Stryker B., Nagati O., Mostafa M. 2013, *Learning From Cairo. Global Perspectives and Future Visions*, Le Caire : CLUSTER et The American University in Cairo.
- Tilly, C. 2000, « Spaces of Contention », *Mobilization*, Vol. 5 : 135-160.